



PREFET DE LA CHARENTE-MARITIME

Secrétariat Général

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 15 - 1009

Direction des Relations avec les
Collectivités Territoriales et de
l'Environnement

Bureau des Affaires
Environnementales

Enregistrement de la société Coopérative de Saint Agnant pour une unité de
stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires
ou tout produit organique
Lieu-dit « Les Fontaines » à Saint Agnant.

La Préfète de la Charente-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-1 à R.512-46-30 ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2010-2015 du bassin Loire Bretagne, le plan de prévention de gestion des déchets non dangereux (PDPGND) du département de la Charente-Maritime, le plan régional de réduction et d'élimination des déchets dangereux (PRREDD) et les programmes d'actions pour la protection des eaux contre la pollution (départemental, régional et national) ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2160-1-a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la demande présentée en date du 15 décembre 2014 par la société Coopérative de Saint Agnant dont le siège social est situé lieu-dit « les Fontaines » – 17620 – SAINT-AGNANT pour l'enregistrement d'installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique (rubrique 2160-1-b de la nomenclature des installations classées) sur le territoire de la commune de Saint Agnant à l'adresse suivante : lieu-dit « les Fontaines » – 17620 – SAINT-AGNANT ;

Vu le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2015 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;

Vu les observations du public recueillies entre le 23 février 2015 et le 23 mars 2015 ;

Vu les observations du conseil municipal consulté lors de sa délibération du 30 mars 2015 ;

Vu l'avis du propriétaire sur la proposition d'usage futur du site ;

Vu l'avis du maire de Saint Agnant sur la proposition d'usage futur du site ;

Vu le rapport du 27 avril 2015 de l'inspection des installations classées ;

Considérant que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales des arrêtés de prescriptions générales susvisés et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la demande précise que le site sera, en cas d'arrêt définitif de l'installation, dévolu à l'usage industriel ;

Considérant que la sensibilité du milieu notamment la localisation de l'établissement en zone NAX (zone à urbaniser réservée aux activités commerciales, artisanales ou industrielles) ainsi que la compatibilité du projet avec les différents plans et programme du département ne justifie pas le basculement en procédure autorisation ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTÉ

TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION

Les installations de la société Coopérative de Saint Agnant représentée par M. Marcel NOIRAULT dont le siège social est situé « les Fontaines » – 17620 – SAINT-AGNANT, faisant l'objet de la demande susvisée du 15 décembre 2014, sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de Saint Agnant, à l'adresse lieu-dit « Les Fontaines » (parcelles n°3, 4, 53, 56, 60, 61, 67 (687 m²) et 73 section ZI). Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de deux années consécutives (article R.512-74 du code de l'environnement).

CHAPITRE 1.2. NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Capacité	Classement
2160-1a	<p>Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable.</p> <p>1. Silos plats : si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m³</p>	<p>Silo de stockage de céréales plat</p> <p><u>Bâtiment existant</u> 7 800 m³ (soit 5 850 t)¹</p> <p><u>Nouveau bâtiment</u> 1 case de 22 000 m³ (soit 16 500 t) 1 case de 10 400 m³ (soit 7 800 t) 3 cellules type privées d'un volume unitaire de 700 m³ 2 boisseaux d'un volume unitaire de 160 m³</p>	42 620 m³	Enregistrement

Régime : E (enregistrement)

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ETABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles
Saint Agnant	parcelles n°3, 4, 53, 56, 60, 61, 67 (687 m²) et 73 section ZI

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

ARTICLE 1.3.1. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 15 décembre 2014.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables visées à l'article 1.5.1 du présent arrêté.

¹ Installation bénéficiant de l'antériorité (cf. récépissé n°2010/0460 du 29 novembre 2010)

CHAPITRE 1.4. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

ARTICLE 1.4.1. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, pour un usage industriel.

CHAPITRE 1.5. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

ARTICLE 1.5.1. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

S'appliquent à l'établissement les prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales (art L 512-7) du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2160-1-a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

TITRE 2. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

ARTICLE 2.1. FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 2.2 DELAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article L514-6 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Poitiers :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 2.3 PUBLICITE

Conformément aux dispositions de l'article R 512-46-24 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté énumérant les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise est affiché à la mairie de Saint Agnant pendant une durée minimum d'un mois et pourra y être consulté. Un certificat d'affichage de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire. Il sera également affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Le même extrait est publié sur le site internet de la Préfecture pour une durée identique et aux recueils des actes administratifs.

Une copie de l'arrêté d'enregistrement est adressée à chaque conseil municipal ayant été consulté.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département de la Charente Maritime.

ARTICLE 2.4 EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de Charente Maritime, le directeur régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées et le maire de Saint Agnant sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

La Rochelle, le **06 MAI 2015**

La préfète,
Pour la préfète,
Le secrétaire général



Michel TOURNAIRE

